



Prise de position contre les réductions budgétaires touchant le programme NAPS

Nous, organisations actives dans les domaines de la santé publique, de la prévention, de la promotion de l'égalité et des droits humains, exprimons notre vive préoccupation à la suite des réductions budgétaires dans le domaine de la prévention. Des coupes dans la prévention sont inefficaces, se font au détriment du bien-être de la population et entraîneront des coûts supplémentaires dans le secteur de la santé. Un exemple actuel est le programme national NAPS (« Stop au VIH, aux hépatites B et C, et aux infections sexuellement transmissibles »), qui fait l'objet du présent document. Nous prenons position contre les coupes budgétaires annoncées par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) qui concernent le NAPS ainsi que les mesures visant à promouvoir l'égalité des chances en matière de santé.

Préserver les acquis d'un programme reconnu et efficace

Depuis plus de 40 ans, la Suisse a su mettre en place une politique de prévention solide en matière de VIH, d'hépatites et d'infections sexuellement transmissibles (IST). Le programme NAPS, fondé sur une expertise reconnue et une coordination à l'échelle nationale, a contribué de manière déterminante à freiner la transmission de ces infections et à améliorer la santé sexuelle de la population. Dans le nouveau programme NAPS, adopté fin 2023, et qui fait désormais également référence aux hépatites B et C, le Conseil fédéral a renouvelé cet engagement et formulé la vision selon laquelle il ne doit plus y avoir de transmission du VIH et des virus des hépatites B et C d'ici 2030. Il a ainsi également repris les objectifs correspondants de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les coupes annoncées par l'OFSP concernant le NAPS sont en totale contradiction avec les objectifs fixés et mettent en péril les progrès réalisés jusqu'à présent. Elles risqueraient non seulement d'affaiblir les actions de prévention actuelles, mais aussi de compromettre la capacité d'adaptation face à de nouveaux défis épidémiologiques, au détriment de la santé publique et de la cohésion sociale. L'importance de ces structures fonctionnelles a notamment été récemment démontrée dans le cas de la Mpox (variole du singe).

La prévention chez les jeunes : un levier essentiel !

Le programme NAPS s'adresse en principe à toutes les personnes vivant en Suisse. En effet, comme le montre une enquête auprès de la population sur l'état des connaissances en matière



de VIH et d'IST¹, les connaissances en matière de prévention du VIH et des IST sont importantes pour tout le monde. Au sein de la population, les jeunes constituent un groupe cible particulièrement important. Chaque année, des dizaines de milliers de jeunes deviennent sexuellement actives et actifs pour la première fois². Cela est leur droit de savoir comment se protéger lors de contacts sexuels et où trouver des informations et du soutien. Pour cela, une sensibilisation, des recommandations d'action concrètes et une éducation sexuelle globale sont nécessaires. Ces mesures sont essentielles pour l'avenir des jeunes et de l'ensemble de la société et impliquent aussi impérativement des investissements dans la prévention³.

Des conséquences tangibles pour les populations les plus exposées

De nombreuses mesures du NAPS se concentrent en priorité sur des groupes de population particulièrement exposés. Réduire son périmètre d'action ou ses capacités d'intervention, c'est prendre le risque de renforcer les barrières à l'accès aux soins, à l'information et à la prévention pour des groupes particulièrement vulnérabilisés, accentuant ainsi les inégalités déjà existantes.

De surcroît, la suppression des fonds dédiés à la promotion de l'équité en santé, ainsi que la dissolution de la section « Égalité des chances » de l'OFSP, contribuent à un affaiblissement structurel des mécanismes de soutien aux personnes socialement défavorisées. Ces décisions vont à l'encontre des principes fondamentaux d'un système de santé inclusif, équitable et orienté vers la prévention.

Quand une personne est exposée, toute la population est exposée

Les inégalités d'accès à la santé sont en elles-mêmes un problème, non seulement d'éthique, mais aussi de santé publique. C'est le cas par exemple du travail du sexe. Une part importante des travailleurs et travailleuses du sexe sont très mobiles et ont un accès difficile à l'information. Le travail de prévention de proximité dans le travail du sexe par des médiateurs et médiatrices multilingues, qui comprend des offres de dépistage mobile, est donc d'une importance capitale. Les coupes budgétaires du NAPS réduisent fortement ce type d'offres, de sorte qu'une part importante des personnes travailleuses du sexe ne peut plus être atteinte. Cela aura un impact négatif important sur leur santé et la transmission d'infections. De plus, les offres à bas seuil et abordables pour les personnes travailleuses du sexe en matière de traitement des IST et d'examen gynécologiques seront également réduites, alors que celles-ci sont déjà rares.

¹ [Safer sex enquête auprès de la population 2024](#)

² [Rapport national sur la santé 2020](#)

³ See: [A call to Action of the Lancet Commission, Mai 2025](#)



Économiser sur la prévention en santé sexuelle entraîne des coûts supplémentaires

Les données disponibles, tant nationales qu'internationales, démontrent clairement que l'investissement en prévention, en particulier auprès des publics particulièrement exposés aux risques, est économiquement rationnel. Ainsi, une étude de 2019 se référant à la Suisse a montré que les coûts de traitement tout au long de la vie s'élèvent à 1 million de francs par personne, en supposant des coûts de thérapie (ART) de 20 000 francs par an et une espérance de vie moyenne de 50 ans au moment du diagnostic⁴. Une prévention efficace du VIH pourrait permettre d'économiser environ 8 millions de francs par an, ce qui correspond à une économie d'environ 400 millions de francs en coûts directs de thérapie et de traitement au cours des 50 prochaines années. Des coupes dans ces domaines entraîneront, à moyen et long terme, une hausse des coûts liés aux traitements, aux hospitalisations et aux prises en charge d'urgence. Le maintien d'un tissu de prévention fort est donc aussi une question de soutenabilité financière pour le système de santé dans son ensemble.

Un besoin de clarté, de dialogue et de prévisibilité

L'incertitude entourant l'ampleur et le calendrier précis des réductions annoncées met en péril la planification stratégique et opérationnelle des organisations concernées, et donc les prestations dont elles font bénéficier la population. Un dialogue ouvert et transparent, une concertation renforcée avec les cantons et une prise en compte du rôle des faîtières nationales contribueraient à une gestion plus cohérente et équitable de l'évolution du programme.

Conclusion : préserver le NAPS est une nécessité urgente

Nous avons conscience des défis financiers actuels au niveau fédéral. Néanmoins, les coupes budgétaires proposées risquent d'entraîner des répercussions durables sur la santé des personnes vivant en Suisse, en particulier les plus vulnérabilisées. En outre, les réductions ne sont pas judicieuses d'un point de vue économique et entraînent des coûts supplémentaires.

⁴ [Cost Estimates for Human Immunodeficiency Virus \(HIV\) Care and Patient Characteristics for Health Resource Use From Linkage of Claims Data With the Swiss HIV Cohort Study | Clinical Infectious Diseases | Oxford Academic](#)



Ces coupes compromettent la réalisation des objectifs d'élimination des infections précitées d'ici 2030, également fixés à l'échelle mondiale. La Suisse devrait ici montrer l'exemple et poursuivre ces objectifs : car ils sont pour nous réalistes, à portée de main et conduisent à des économies de coûts.

En cette période de défis sanitaires et sociaux persistants, les programmes tels que le NAPS, qui renforcent la santé des groupes particulièrement vulnérabilisés, ne doivent pas être affaiblis, mais au contraire renforcés. Nous demandons donc instamment à la Confédération et au Parlement de reconsidérer les coupes budgétaires dans la prévention et, en particulier, d'exclure complètement le programme NAPS des coupes budgétaires en cours. Préserver ce programme dans son intégralité est non seulement essentiel pour garantir la continuité des actions de prévention, mais constitue également un engagement fort en faveur d'une politique de santé publique responsable, équitable et tournée vers l'avenir.

Exigences

- ⇒ Engagement de la Suisse à mettre en œuvre le NAPS : d'ici 2030, il ne doit plus y avoir de transmission du VIH et des virus de l'hépatite B et C et une inversion de la tendance pour les autres infections sexuellement transmissibles (IST) ;
- ⇒ Mise à disposition des moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du NAPS, c'est-à-dire : le maintien des moyens actuels, puis une augmentation progressive des moyens jusqu'à ce que cet objectif d'élimination totale des transmissions soit atteint ;
- ⇒ Implication des organisations partenaires nationales dans la planification et plus de transparence afin de garantir la sécurité de la planification ;
- ⇒ Meilleure collaboration entre la Confédération et les cantons afin de pouvoir garantir une politique de prévention à long terme et sur tout le territoire suisse ;
- ⇒ Garantir l'égalité des chances en matière de santé par des mesures renforcées afin que les groupes clés soient effectivement atteints par les mesures de prévention ;
- ⇒ Poursuivre le travail de prévention qui a porté ses fruits au cours des 40 dernières années, notamment en ce qui concerne le groupe cible des jeunes.



Organisations signataires :

- SANTE SEXUELLE SUISSE / SEXUELLE GESUNDHEIT SCHWEIZ
- Aide Suisse contre le Sida / Aids-Hilfe Schweiz
- Hépatite Suisse / Hepatitis Schweiz
- ProCoRe
- Public Health Schweiz
- Aide Sida Berne / Aids Hilfe Bern
- Alliance pour la santé en Suisse
- Association ALECCS
- Association Aspasia
- Bunt_lieben
- Centre fribourgeois de santé sexuelle / Freiburger Fachstelle für sexuelle Gesundheit
- Centre de santé sexuelle Neuchâtel
- Centre de santé sexuelle Bienne / Zentrum für sexuelle Gesundheit Biel
- Centre de santé sexuelle-Planning familial, La Chaux-de-Fonds
- Commission Suisse Bar et Club CSBC / Schweizer Bar und Club Kommission SBCK
- Conseil Positif / Positivrat
- eff-zett das Fachzentrum Zug
- Fachstelle Lysistrada
- Fachstelle für Prävention und Beratung, Aidshilfe Graubünden
- Fachstelle für sexuelle Gesundheit und Familienplanung Graubünden
- Fédération Valaisanne des Centres SIPE / Walliser Dachverband der SIPE Zentren
- Fleur de Pavé
- Fondation PROFA
- Frauenzentrale Zug
- Groupe santé Genève
- GSN-Génération Sexualités Neuchâtel
- HAZ – Queer Zürich
- International Aids Society IAS
- Interpret
- Maria Magdalena St. Gallen
- Médecins du Monde Suisse
- Organisation Suisse des Lesbiennes LOS / Lesbenorganisation Schweiz LOS
- Perspektive Thurgau
- Pink Cross
- Programme Grisélidis de l'association Fri-Santé



**Coalition pour une politique
de santé responsable**
EN MATIÈRE DE VIH, HÉPATITES ET IST

- Santé bernoise
- Service des maladies infectieuses du CHUV
- Sexuelle Gesundheit Aargau
- Sexuelle Gesundheit Zürich SeGZ
- SexualitéS Santé Jura
- Sex Workers Collective
- Swiss Health Network for Equity
- S&X Sexuelle Gesundheit Zentralschweiz
- Verein GummiLove
- Verein Lilli / lilli.ch
- Verein LISA
- XENIA, Fachstelle Sexarbeit
- Zonaprotetta Associazione Aiuto Aids Ticino

Berne, 01.09.2025